

**PARIS**  
1 franc 50 cent.  
PAR MOIS.  
  
**DÉPARTEMENTS**  
3 fr. par mois.

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

# LA TRIBUNE

DE LA LIBERTÉ.

INSERTIONS

75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECTEUR-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

## SOMMAIRE.

Séance de l'Assemblée nationale. — Interpellations adressées au ministre des affaires étrangères sur les événements de Naples. — Révision des décrets du Gouvernement exécutif par l'Assemblée nationale. — Le ministère du travail. — Actes officiels. — Commission nommée pour l'examen du décret sur le divorce. — Nouveaux détails sur l'arrestation de Flotte. — Révocation du sous-directeur des ateliers nationaux. — Condamnation des accusés de Toulouse. — Déclaration de paix entre la Prusse et le Danemark. — Dernières nouvelles sur les arrestations opérées à Lyon. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles diverses. — Nouvelle saisie d'armes et de cartouches. — Accusation du citoyen Louis Blanc et ses explications données à l'Assemblée nationale. — Tribunaux : Faux agents de police. — Dangers d'une promenade aux Champs-Élysées. — Cours de la Bourse.

## Paris, 31 Mai.

### Le ministère du travail.

On peut voir aujourd'hui la faute qu'on a commise en repoussant la proposition d'un ministère du travail. Cette proposition, il est vrai, venait d'une bouche suspecte, de la bouche d'un homme qui avait jeté dans le travail une grave perturbation par les utopies dangereuses dont il s'était fait le solennel organe.

Mais ce n'était pas là une raison suffisante pour ne pas examiner de sang froid sa proposition; il fallait la discuter mûrement et l'adopter, s'il y avait lieu, sans se demander qui en était l'auteur.

Un ministère du travail est nécessaire pour centraliser toutes les branches du travail national, pour les relier entre elles, pour coordonner leurs efforts, éclairer leur marche, leur imprimer une direction homogène, efficace et rationnelle.

Le ministère du travail doit réunir les attributions des ministères des travaux publics et de l'agriculture et du commerce, ainsi que quelques-unes de celles du ministère de l'intérieur, de la marine et de la guerre. Tous les travaux faits au compte de l'État doivent relever directement de lui; le travail public et le travail particulier doivent être placés sous son action et son contrôle.

Ainsi les arsenaux de la marine et de la guerre, les travaux des fortifications et des forts, les canaux et les routes, les chemins de fer, les cours des rivières, les endiguements et les irrigations, l'agriculture, les forêts et les mines, toutes ces attributions aujourd'hui dispersées doivent être centralisées au ministère du travail.

C'est de lui que relève spécialement la grave question de l'organisation du travail public et privé; c'est lui qui doit l'étudier et la résoudre; les rapports des patrons et des ouvriers, les conseils de prod'hommes, les tribunaux de commerce sont de son ressort immédiat.

Si dès les premiers jours de la révolution de Février, ce ministère eût été créé, croit-on que les choses seraient où elles en sont? Sans nul doute, de grandes fautes eussent été évitées, une organisation plus logique, plus raisonnable eût été donnée aux ateliers nationaux, et l'irritation de la classe ouvrière, qui menace si gravement aujourd'hui la sécurité publique, n'existerait pas.

On a mis en présence de cent mille ouvriers mécontents le ministre des travaux publics, et on lui a dit de les apaiser. Mais que pouvait ce ministre? Qu'est-ce qu'un ministre des travaux publics? Quelles sont ses attributions? N'est-ce pas évident qu'il est impuissant et désarmé, qu'il ne peut rien, qu'il ne peut exercer aucune action utile ni sur les faits, ni sur les masses?

Le ministre du travail doit être le ministre spécial de la classe ouvrière, et par cette désignation nous entendons l'immense majorité de la nation, ces trente millions de Français des deux sexes qui cultivent nos champs ou peuplent nos ateliers et nos fabriques. C'est lui qui doit faire fonctionner ce grand atelier national, qui occupe trente millions de bras; c'est lui qui doit éclairer la production, lui ouvrir des débouchés à l'intérieur et à l'étranger, régler souverainement tout ce qui concerne les octrois, les douanes, les traités de commerce.

Nous nous bornons, pour le moment, à définir les attributions d'un ministère du travail, à en établir l'importance et la nécessité.

Dans un prochain article, nous dirons quels principes doivent présider à son action, et nous essayerons d'indiquer les bases d'une organisation du travail qui concilie ces deux conditions fondamentales de la société chrétienne, la liberté et l'humanité.

BENJAMIN LAROCHE.

### L'accord des deux pouvoirs.

Nous nous réjouissons de voir réglé entre l'Assemblée nationale et le pouvoir exécutif un point délicat, celui qui concerne les mesures de sûreté à prendre pour assurer la liberté des délibérations de la représentation nationale, et pour la mettre à l'abri d'un coup de main audacieux comme celui du 15 mai. Nous savons que certains hommes se préparaient à exaspérer le conflit qu'ils s'attendaient à voir éclater entre les deux pouvoirs. L'Assemblée nationale a eu le bon sens de couper court à ces ténébreuses intrigues, et d'abattre de coupables espérances.

Maintenant tous les bons citoyens doivent s'entendre pour fortifier cet accord si nécessaire entre le pouvoir qui fait la loi et celui qui préside à son exécution. De cet accord va dépendre la solution bonne ou mauvaise de toutes les graves questions qui surgissent et qu'il faut à tout prix résoudre. Il ne faut pas qu'à la faveur des dissentiments des patriotes, de rivalités de personnes bien plus que de principes, la réaction puisse s'introduire dans la place et y neutraliser les efforts de ses défenseurs. La France a besoin aujourd'hui du patriotisme de tous ses enfants, la République de l'intelligence et de l'énergie de tous les républicains, sans distinction d'origine, qu'ils soient de la veille ou du lendemain, qu'ils datent de trente ans ou de trois mois.

C'est bien assez que les déplorables événements du 15 mai aient fait une trouée dans les rangs des républicains démocrates; il ne faut pas élargir encore cette plaie fatale qui saignera longtemps; et nous sommes, sur ce point, de l'avis qu'a exprimé hier M. Lamartine: la République doit dire comme César: Qui-conque n'est pas contre moi est pour moi.

Quiconque n'a pas pris une part active et principale dans l'attentat du 15 mai doit être exonéré de tout soupçon; nul n'a le droit de lui demander compte de ses sympathies ou de ses répugnances; nous devons tous lui tendre une main fraternelle.

Nous dirons plus; si parmi les acteurs de ce drame étrange, parmi ceux à qui la justice demande aujourd'hui compte de leur participation aux faits de cette journée, il se trouvait des hommes qui aient été plus faibles que coupables, qui aient manqué seulement de résolution, alors que cette qualité était le plus nécessaire, il ne faudrait pas transformer une faute en crime, une hésitation regrettable en lâche trahison. Il faudrait tenir compte à ces hommes de la situation brusque, inattendue qui leur a été faite; de l'orage qui les a surpris, de l'imprévoyance fâcheuse du pouvoir chargé de prévenir le mal pour n'avoir pas à le réprimer. En un mot, nous sommes de ceux qui demandent qu'on hâte le moment où tous les comptes seront réglés, et les dernières blessures de la République cicatrisées, afin qu'un oubli général étant accordé au passé, tous ensemble nous nous mettions à l'œuvre pour préparer et constituer l'avenir.

### ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

La Commission du pouvoir exécutif.  
Sur la proposition du ministre de la guerre,  
Arrête:  
Art. 1<sup>er</sup>. L'administration de la justice, en Algérie, rentre dans les attributions du ministère de la justice.  
Art. 2. L'instruction publique, en Algérie, rentre dans les attributions du ministère de l'instruction publique.  
Art. 3. Les ministres de la justice, de l'instruction publique et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en conseil, le 30 mai 1848.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif.

— La cour d'assises de la Seine, présidée par le conseiller de Vergès, vient d'acquitter l'ex-notaire Lebaudy, accusé de faux.

### Gardes nationales du département de la Seine.

#### Ordre du jour.

30 mai 1848.

Le général commandant supérieur remercie ses camarades de toutes les légions de l'empressement si dévoué qu'ils ont encore déployé dans la journée d'hier.

Grâce au zèle de la garde nationale, les inquiétudes semées dans la population se sont dissipées promptement. Il en sera toujours de même quand elle viendra protester ainsi, par sa présence sous les armes, de sa ferme volonté de conserver intactes toutes les libertés conquises en février, de protéger l'action libre des pouvoirs légaux, de maintenir l'ordre sans lequel le pouvoir politique ne peut se développer, sans lequel la confiance, première garantie de la prospérité publique, ne peut ni naître ni se consolider. Ces résultats précieux seront dus à son patriotisme éclairé, et la reconnaissance de la République la récompensera de ses efforts.

Le général regrette que l'ordre du jour qui règle les batteries pour les différentes prises d'armes n'ait pas pu être publié assez à temps hier pour éviter qu'un aussi grand nombre de gardes nationaux ne fût rassemblé, quand il n'en avait commandé que 2,000 par légion; mais la connaissance que chacun devra prendre des dispositions de cet ordre du jour préviendra un semblable inconvénient pour l'avenir, et le but constant du commandant supérieur, celui d'épargner à ses camarades des fatigues multipliées, sans nécessité pressante, se trouvera atteint.

Le général commandant supérieur,

CLÉMENT THOMAS.

### ARRESTATION DE FLOTTE.

M. Bertoglio, commissaire de police du Palais-National, redouble depuis quelques jours de zèle dans les missions qui lui sont confiées, relatives à l'attentat du 15 mai. Il y a quelques jours il se signalait par l'arrestation de Lacambe, vice-président du club Blanqui; aujourd'hui c'est l'arrestation du fameux Flotte, ce cuisinier ultra-montagnard qui, depuis quinze jours, dépitait toutes les recherches de la police; il serait à désirer que tous les magistrats rendissent des services aussi signalés que ceux par lesquels vient de se distinguer M. Bertoglio.

Depuis quelques jours, Flotte, qu'on avait dit si souvent arrêté, errait d'asile en asile, quand enfin M. Bertoglio apprit, par ses affidés et surtout ses démarches répétées, qu'il se cachait rue Saint-Honoré, 266, chez le sieur Froment, épicer.

M. Bertoglio s'y rendit hier à dix heures du soir, après avoir toutefois visité la maison 268, où on supposait que le cuisinier Flotte s'était caché.

Le sieur Froment, voyant la police, chercha à faire esquiver Flotte, et, avec une assurance peu commune, il dit à M. Bertoglio: « Et de quel droit venez-vous envahir la demeure d'un paisible citoyen? Je vous trouve bien hardi.

— Je suis commissaire de police, et je viens arrêter Flotte, qui est caché chez vous. Vous êtes ici trois hommes, voilà quatre verres; le quatrième est celui de Flotte.

Sans tenir compte des récriminations de M. Froment, M. Bertoglio commença ses perquisitions, et trouva Flotte blotti au fond d'une cour dans un hangar.

Flotte, qu'on disait si farouche montagnard, s'est laissé prendre sans la moindre résistance. Il a au contraire dit à M. Bertoglio: « Ne me faites aucun mal; vous le voyez, je ne suis pas armé. »

M. Bertoglio a conduit Flotte à la Conciergerie, d'où il sera conduit à Vincennes avec les autres prévenus de l'attentat du 15 mai.



**Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris.**

**Mouvement général des blessés de Février 1848.**

Blessés reçus du 23 février au 29 mai au soir, 551 hommes, 94 militaires, 18 femmes. Total : 645.

Blessés sortis du 23 février au 29 mai au soir, 420 hommes, 73 militaires, 12 femmes. Total : 505.

Blessés restant : 111 hommes, 21 militaires, 6 femmes. Total : 138.

Blessés décédés du 23 février au 29 mai au soir, 86 hommes, 18 militaires, 3 femmes. Total : 107.

Blessés restant le 29 mai au soir, 25 hommes, 3 militaires, 3 femmes. Total : 31.

Paris, le 30 mai 1848.

*Le délégué du Gouvernement pour les hôpitaux civils de Paris.*

M. Jaime, sous-directeur aux ateliers nationaux, est révoqué de ses fonctions.

**Texte de la lettre de congé signifiée à M. Bulwer.**

Lord Palmerston, ainsi qu'il l'avait promis, a déposé sur le bureau de la chambre des communes les documents relatifs à l'expulsion de M. Bulwer. Nous extrayons de ces documents la lettre par laquelle le duc de Sotomayor a annoncé à l'ambassadeur anglais l'envoi de ses passe-ports.

Madrid, 17 mai 1848.

Monsieur,

« Des considérations de la plus haute importance m'imposent le pénible devoir de vous faire connaître la détermination que le gouvernement de S. M. vient d'adopter avec d'autant plus de regret, qu'il est animé des sentiments de la loyauté la plus pure.

« Vous savez avec quelle énergie l'opinion publique s'est prononcée en Espagne contre votre personne, tant par la voie de la presse qu'autrement, à l'occasion des derniers événements. Les efforts du gouvernement sont restés impuissants pour comprimer l'explosion du ressentiment qu'éprouvent tous les dignes habitants de Madrid et toutes les troupes de la garnison, et nous éprouvons de vives inquiétudes au sujet de votre personne qu'il serait impossible de défendre, comme représentant du gouvernement anglais, si malheureusement les scènes qui ont déjà affligé deux fois cette capitale venaient à se renouveler.

« Votre conduite, dictée sans doute par les instructions que vous aviez reçues, a été condamnée par l'opinion publique en Angleterre, censurée par la presse de Londres, reprouvée par le parlement. Le gouvernement de Sa Majesté catholique ne peut essayer de la défendre, quand on la blâme dans les Etats de Sa Majesté britannique.

« Dans cet état de choses, votre séjour à Madrid est considéré ici, à coup sûr sans fondement, comme la preuve de notre faiblesse, et si cette opinion gagnait encore du terrain, il en résulterait quelque conflit qu'il est de notre devoir de prévenir à tout prix.

« Par ces motifs, avec une loyauté que le peuple et le gouvernement britanniques ne peuvent qu'apprécier à sa juste valeur, le gouvernement de la reine Isabelle a résolu de mettre un terme à une situation aussi fâcheuse, en vous envoyant vos passe-ports, et en vous invitant à quitter cette capitale dans les vingt-quatre heures, ou plus tôt même, si c'est possible, car il y a urgence à votre départ, et nous regretterions beaucoup de vous voir prolonger les préparatifs.

« Le devoir que nous remplissons est douloureux. En vous faisant une communication aussi désagréable, je suis chargé de déclarer en toute sincérité que l'intention du gouvernement de S. M. n'est pas du tout de porter atteinte, en quoi que ce soit, à la dignité du gouvernement ou de la nation britannique. Au contraire, je dois vous dire que non-seulement votre départ ne saurait être, dans notre esprit du moins, un motif de rupture entre deux nations qui sont depuis si longtemps unies et dont l'intimité a tant de prix aux yeux du gouvernement espagnol, mais encore qu'il peut seul contribuer à resserrer entre elles les liens existants en présence des événements qui s'accomplissent en Europe.

« Le gouvernement espagnol se flatte que le gouvernement de Sa Majesté britannique rendra justice à la loyauté de ses intentions, surtout lorsque le cabinet de Saint-James aura reçu les explications les plus propres à satisfaire sa susceptibilité.

« J'ai, en conséquence, l'honneur de vous envoyer des passe-ports sous ce pli, pour vous et les personnes de votre suite, ainsi

que les permis nécessaires pour que, sur la route, des chevaux de poste soient mis à votre disposition.

« Je suis, etc.

« Duc de Soto-Mayor. »

Lord Palmerston qui, dans toute cette affaire, a constamment approuvé la conduite de M. Bulwer, aura de la peine à se tirer convenablement du débat qui va être engagé ces jours-ci à la Chambre des communes sur cette curieuse correspondance.

**Commission chargée de l'examen du décret relatif au rétablissement du divorce.**

**Les citoyens :**

- |                         |                     |
|-------------------------|---------------------|
| 1 <sup>er</sup> bureau. | Lefranc (Victor).   |
| 2 <sup>e</sup> —        | Sauvage Barthelemy. |
| 3 <sup>e</sup> —        | Baroche.            |
| 4 <sup>e</sup> —        | Béclard.            |
| 5 <sup>e</sup> —        | Desèze.             |
| 6 <sup>e</sup> —        | Nachet.             |
| 7 <sup>e</sup> —        | Gavarret.           |
| 8 <sup>e</sup> —        | Girerd.             |
| 9 <sup>e</sup> —        | Valette.            |
| 10 <sup>e</sup> —       | Dupin.              |
| 11 <sup>e</sup> —       | Bonjean.            |
| 12 <sup>e</sup> —       | Lemonnier.          |
| 13 <sup>e</sup> —       | Charancey.          |
| 14 <sup>e</sup> —       | Maurat-Ballange.    |
| 15 <sup>e</sup> —       | De Larcy.           |
| 16 <sup>e</sup> —       | Pariou.             |
| 17 <sup>e</sup> —       | Conté.              |
| 18 <sup>e</sup> —       | Laurent (Ardèche).  |

On se rappelle qu'à la suite de quelques désordres assez graves, provoqués à Toulouse par des membres du club de la Voix du Peuple, des arrestations furent opérées.

La cour d'assises de la Haute-Garonne vient de juger les individus compromis dans ces troubles.

D'après la déclaration du jury, les accusés J. Pouilh, Souffrès, Cadous et Lévy ont été acquittés; Astima et Schneider ont été condamnés chacun à treize mois d'emprisonnement, Numa, Vallés et Carrière, chacun à dix-huit mois de la même peine.

**Elections de Paris.**

**Avis essentiel.**

C'est aujourd'hui jeudi 1<sup>er</sup> juin, à minuit, que sera close la liste électorale dans toutes les mairies.

Les citoyens non inscrits doivent donc se hâter de se présenter à leurs mairies et de réclamer leur inscription.

La Gazette universelle autrichienne du 25, annonce que l'ambassadeur français à Vienne a reçu la déclaration officielle que le Gouvernement est résolu à garder la plus rigoureuse neutralité envers l'Allemagne et l'Italie.

Au dire des journaux allemands, la Russie intrigue plus que jamais dans les pays polonais et dans toutes les contrées slaves. Ainsi on prétend qu'elle exerce à Posen une influence incroyable, d'un autre côté, une lettre de Pesth porte qu'il y règne une très-vive agitation, parce que le bruit s'y est répandu que l'Autriche entière est maintenant placée sous la protection de la Russie.

Ce bruit a donné lieu à des délibérations orageuses. On a parlé de demander le secours de la France, ce qui a été rejeté, la Hongrie étant assez puissante pour se défendre contre ses ennemis; et le ministre a envoyé immédiatement à Inspruck un courrier à l'empereur, pour demander des éclaircissements sur ce fait. On arme partout la Hongrie comme si l'on devait entrer demain en campagne.

On lit dans le Précurseur d'Anvers du 30 mai :

« Parmi les passagers arrivés hier à Rotterdam par le bateau à vapeur Amicilia, n° 2, se trouvaient les princes russes Nicolas Wolkonsky et Demet Nurytskien, don Manuel Marliani, sénateur de Cadix, les comtes d'Etienne et Duchâtel, et le baron Charles de Heerdt.

**Paix entre la Prusse et le Danemark.**

On écrit d'Altona :

« Je m'empresse de vous communiquer la nouvelle importante qu'ordre a été donné au général Wrangel d'évacuer le Schleswig et de suspendre la contribution. Jusqu'à nouvel ordre, le Schleswig restera terrain neutre, et tous les vaisseaux allemands capturés seront restitués. »

**Les Cumulards.**

EBELMEN.

Directeur de la manufacture de Sèvres, 15,000 fr.

Logement à la manufacture (un palais),	2,000
Professeur à l'école des mines,	4,000
Ingénieur des mines,	5,000
Professeur au conservatoire des arts et métiers,	.....
Quatre places. Total des traitements connus,	26,000 fr.

**BULLETIN DE L'ÉTRANGER.**

ANGLETERRE. LONDRES, 29 mai. — (Cité, trois heures.) Consolidés pour compte, 84 1/4 3/8. (Globe.)

— S. A. R. la princesse Sophie, fille de feu S. M. le roi Georges III et tante de la reine, a expiré samedi à six heures et demie de l'après-midi, à sa résidence de Kennington. La duchesse de Kent, la duchesse de Gloster et la duchesse de Cambridge étaient auprès de la princesse à ses derniers moments. (Morning-Post.)

— La condamnation contre John Mitchell à la déportation pour quatorze ans, a été prononcée samedi. Le même jour, à quatre heures de l'après-midi, le condamné était placé à bord d'un bateau à vapeur, et conduit à Spike-Island-Cork avant sa déportation définitive. (Idem.)

— Dans la séance de la chambre des communes du 26, M. Ward a annoncé qu'une réduction de 600,000 liv. sterl. serait faite dans le budget de la marine de l'année prochaine. (Times.)

BELGIQUE. BRUXELLES, le 29 mai. — M. Bellocq a remis aujourd'hui au roi, en audience solennelle, les lettres qui l'accréditent près de S. M. comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française.

M. Bellocq a adressé au roi le discours suivant :

Sire,

« J'ai l'honneur de présenter à votre majesté les lettres qui m'accréditent auprès d'elle en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française.

« Heureux d'être appelé à maintenir, à resserrer les liens de concorde, de fraternité, qui doivent unir deux peuples voisins, l'un de l'autre, également libres, également industriels, je consacrerai tous mes soins à accomplir ce devoir important, et je m'appliquerai en toute occasion à convaincre votre majesté de la sincérité des vœux que la République ne cesse de faire pour votre bonheur personnel et pour que la nation belge, sous les auspices de sa neutralité et de la paix intérieure, puisse atteindre au plus haut degré de prospérité et de gloire véritable.

« Je prie votre majesté d'accueillir favorablement l'hommage de mon profond respect. »

Le roi a manifesté à M. le ministre de la République française la satisfaction que lui faisait éprouver le discours qu'il venait d'entendre; il l'a remercié des sentiments dont il était l'organe, et lui a exprimé son désir de voir se resserrer de plus en plus les rapports d'amitié et de bon voisinage entre les deux pays. (Indépendance Belge.)

PRUSSE. BERLIN. — 25 mai. Nous apprenons d'une source authentique que la Russie a déclaré au cabinet prussien que si les troupes prussiennes n'évacuaient pas le Jutland, elle considérerait cette circonstance comme un casus belli. (Gazette universelle allemande de Leipsick.)

Du 26 mai. — Nous venons de recevoir, par voie extraordinaire, la nouvelle que l'empereur d'Autriche a invité tout le corps diplomatique de Vienne à se rendre à Inspruck, et décrété la suppression de l'université de Vienne. On nous écrit de Schleswig, que le général Wrangel a retiré les troupes du Jutland et arrêté la perception de la contribution. (Gazette d'Ausbourg.)

AUTRICHE. INSBRUCK, le 24 mai. — L'archiduc Régner est arrivé ici. Les délégués de la Bohême, qui ont eu hier audience chez l'empereur, ont publié la proclamation suivante : « Tyroliens! l'empereur est au milieu de vous, La nation bohême nous envoie vers lui avec l'assurance de la fidélité et de l'affection les plus inaltérables. Comme vous, elle est prête à donner son sang pour celui qui nous a donné à tous la liberté.

Frères, unissons-nous tous dans le but de la conservation, de l'affermissement d'un seul et indépendant empire autrichien. Dieu nous a placés les uns à côté des autres pour que nous entourions notre trône comme une enceinte fortifiée. Liberté d'Autriche, unité d'Autriche, indépendance d'Autriche, fidélité et amour pour notre empereur, que tel soit notre mot d'ordre général. Vive Ferdinand le Bon! vive la maison impériale de Habsbourg!

Inspruck, 25 mai 1848.

Signé Prince Camille DE ROMAN, major de l'infanterie civique, au nom de la représentation nationale, président de la députation de Bohême; et 31 députés. (Messager du Tyrol.)

ITALIE. TRÉVISE, 21 mai. — Les Autrichiens ont tout à fait abandonné l'entreprise d'aller occuper Trévise, et se dirigent sur Postioma et Camisan. Ils n'étaient que 4,000 hommes de l'autre côté de la Piave.



Les Autrichiens ont mis à sec les barques avec lesquelles ils avaient construit le pont de Narvesa sur la Piave. L'autre pont, à la Priula, resta pour traverser le fleuve. (Gazz. di Bologna.)

## BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

**NORD.** On organise à Cambrai une partie de la garde nationale en garde nationale mobile, destinée à se porter sur Paris au premier signal. Toutes les villes de la province ne tarderont à imiter cet exemple. De cette façon, de chacun des quatre points cardinaux, il pourra se diriger une armée sur la capitale si le moindre danger se manifestait. La direction du Nord jetterait facilement cinquante mille hommes sur les factieux de Paris en quelques heures.

**HAUTE-GARONNE.** Le bruit a couru, le 26 mai, à Toulouse, qu'on avait trouvé dans la matinée, au boulevard Lacrosse, une certaine quantité de poudre. Le fait est exact. Cette poudre était déposée contre l'atelier d'un tailleur de pierres. Il y en avait neuf kilogrammes et demi. On ignorait comment elle se trouvait déposée au lieu où on l'a découverte.

**LILLE, 31 mai.** — On lit dans l'Echo du Nord :

La majorité du comité de la Société républicaine des amis de la liberté et de l'ordre a adopté, dans sa séance d'hier, la candidature du citoyen Ulysse Tencé, en remplacement de M. Lamartine. Cette candidature sera présentée dans une réunion qui aura lieu aujourd'hui aux délégués des arrondissements du département. La minorité s'était prononcée en faveur du citoyen Antony-Thouret.

— On lit dans le Courrier de Lyon :

L'affaire de Miribel s'est terminée par l'arrestation de plusieurs individus qui ont été amenés à Lyon hier soir par la force publique.

On sait que, dès le matin, des troupes, escortant M. Loyson, l'avocat général, étaient parties pour cette localité; elles en sont revenues à sept heures de relevée, couvertes de poussière et de sueur.

Des cavaliers en vedette et le fusil à la main précédaient un escadron de dragons, un bataillon d'infanterie de ligne et un détachement de garde nationale.

Au milieu de cette force qui paraissait harassée de fatigue, une douzaine de prévenus bien dispos se reposaient sur les coussins d'un omnibus.

Après avoir déposé à l'Hôtel-de-Ville quatre ou cinq individus arrêtés sur la route pour avoir, par des cris et des menaces, tenté d'ameuter la population contre les troupes, le cortège a repris sa marche, et s'est rendu par la place des Terreaux, la boucherie des Terreaux, le ci-devant quai d'Orléans, le ci-devant quai de Nemours et le quai de la Baleine, à la prison du Palais-de-Justice, où les prisonniers ont été écroués.

Sur leur passage, l'attitude de la population a été parfaite; pas un cri, pas une protestation ne se sont élevés en faveur des prévenus. On les regardait passer, et chacun semblait applaudir tacitement à l'acte de vigueur dont venait de faire preuve notre autorité judiciaire.

Depuis deux heures du matin, les magistrats détenus arbitrairement et qui, pendant plusieurs heures, avaient été en butte aux injures et aux menaces de mort proférées par leurs geoliers, généralement ivres, avaient réussi à s'évader et à gagner Bourg.

### Le complot du 15 mai.

Pendant que nous nous livrons aux discussions les plus vives, les plus animées, le temps marche; la vérité cherche à se faire jour, elle perce les nuages qui la dérobaient aux regards du vulgaire. Les événements auxquels les préoccupations du moment donnent des proportions colossales se rapetissent singulièrement quand ils ont passé par l'épreuve d'un examen consciencieux et éclairé. C'est ce qui arrivera du fameux complot du 15 mai. Nous voudrions pouvoir effacer cette page de l'histoire de notre jeune République: le 15 mai sera pour longtemps, pour les cœurs vraiment français, une date funeste. Mais nous sommes heureux de constater que les investigations scrupuleuses auxquelles on s'est livré sans relâche ont eu pour premier résultat d'affaiblir les impressions douloureuses qui ont été si vivement senties par la France entière. Nous espérons, et même nous sommes fondés à croire, d'après les renseignements positifs qui nous sont fournis, que le jour n'est pas éloigné où l'événement du 15 mai pourra être sagement apprécié par la raison publique, qui saura en déterminer, en préciser le véritable caractère. Aujourd'hui il est établi déjà qu'il n'y a pas eu complot. La discussion publique nous fera connaître toutes les péripéties de ce drame qui a été si habilement exploité par tous les partis. Quand la vérité aura déchiré tous les voiles, la conscience publique prononcera un ver-

diet sans appel. Nous nous empressons d'ouvrir nos colonnes aux détails qui suivent sur l'interrogatoire et la lettre de Barbès, détails qui seront accueillis, comme ils doivent l'être, par tous les vrais républicains.

La *Vraie République* publie le récit suivant, qu'elle dit tenir d'un des visiteurs de Barbès :

« Je suis allé voir notre ami Barbès. Je l'ai retrouvé avec cette excellente philosophie qui lui fait supporter patiemment la prison, riant de bon cœur des absurdes calomnies dont il est l'objet, désireux toutefois de donner un démenti formel aux journaux qui ont affirmé qu'après l'avoir refusé d'abord, il avait fini par subir l'interrogatoire d'un juge d'instruction.

« Depuis le commencement jusqu'à la fin, Barbès a déclaré qu'il ne reconnaissait pas au gouvernement actuel le droit de le traiter en accusé. Seulement, dans la conversation qui s'est ensuite engagée entre lui et le magistrat, il a répondu sur trois points auxquels il ne pouvait pas ne pas répondre. Les voici :

« Le juge d'instruction. — Avez-vous demandé un impôt d'un milliard ?

« Barbès. — J'ai demandé qu'on décrétât un impôt d'un milliard comme première mise de fonds d'un capital destiné à l'organisation du travail.

« Le juge d'instruction. — Êtes-vous allé à l'hôtel de ville ?

« Barbès. — Il faut bien que j'y sois allé, puisqu'on m'y a arrêté.

« Le juge d'instruction, en montrant à Barbès des actes émanés de lui et de ses collègues. — Reconnaissez-vous votre signature ?

« Barbès. — Je n'ai jamais renié ma signature; je la reconnais.

« Le juge d'instruction. — Nous savons parfaitement maintenant qu'il n'y avait pas de complot; dites-nous comment l'affaire s'est engagée.

« Barbès. — Je ne ferai pas de réponse à cette question, parce que ce serait m'engager dans les explications que je refuse précisément de donner.

« Les soins et les prévenances dont Barbès est entouré se composent d'une froide cellule à voûte très-élevée, tirant son jour d'une espèce de soupirail percé à trois ou quatre mètres de hauteur, et communiquant par une porte avec une fosse d'aisance qui y répand une odeur infecte. Pour tout mobilier, un lit par terre; pour ornement, un gendarme qui est venu se planter au pied du lit sans nous quitter d'une minute. »

## ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 31 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. SÉNART.

A une heure la séance est ouverte.

On lit le procès-verbal; il est adopté.

Plusieurs pétitions et quelques adresses sur l'événement du 15 mai sont déposées sur le bureau du président.

M. Xavier Durrien interpelle M. le ministre des affaires étrangères sur les derniers événements de Naples. Il raconte ce que tout le monde sait de cette déplorable collision et demande quelles étaient les instructions de l'amiral Baudin. L'amiral Baudin a recueilli les victimes et les proscrits, c'est très-bien; mais cela ne suffit pas, et la France républicaine devait attendre autre chose des forces qui étaient devant Naples et de l'énergie de celui qui commande. Quant à l'indemnité demandée au gouvernement napolitain, elle fera dire que la République, ayant échoué dans ses tentatives pour faire triompher la République, spéculait sur son échec pour avoir de l'argent. (Explosion de murmures.) Si la lutte entre le peuple et le roi recommence, que ferons-nous? Que ferons-nous si l'Angleterre se prononce pour le roi?

M. BASTIDE, ministre des affaires étrangères. Je demanderai à l'Assemblée la permission de ne pas répondre à toutes les considérations morales et politiques, dans lesquelles est entré l'orateur auquel je réponds. J'arrive de suite au fait principal.

Le 15 mai, une insurrection a éclaté à Naples: le gouvernement l'a réprimée; et le peuple, malgré son héroïque résistance, a été vaincu. A la suite du combat, sont venus l'incendie et le pillage; et c'est alors que nos agents sont intervenus pour faire cesser le désordre, et c'est grâce à leur intervention que l'ordre matériel a été rétabli.

Dès les premières heures du combat, l'amiral Baudin avait demandé la suspension des hostilités. Cette demande n'avait pas été accueillie parce que le gouvernement napolitain prétendait que la France n'était pas intéressée dans la question. L'amiral Baudin ne s'est pas contenté de cette réponse, et il annonça, que dans l'intérêt de l'humanité, si le combat ne cessait pas, il opérerait un débarquement. La voix de nos représentants a enfin été entendue. Tous les nationaux qui avaient été arrêtés ont été relâchés; et cela s'est fait d'autant plus facilement que nous n'étions pas en guerre avec le gouvernement napolitain.

En terminant, je dirai que sur une demande le pouvoir exécutif a envoyé à Naples un plénipotentiaire chargé de veiller aux intérêts des nationaux. Je vous prierais de ne pas pousser plus loin la discussion, parce qu'il y a des faits non encore accomplis sur lesquels nous ne pourrions répondre.

Voix diverses. L'ordre du jour.

L'ordre du jour est prononcé.

M. Dahirel est appelé à la tribune pour les interpellations relatives à l'organisation du conseil d'amirauté: il dit que le ministre, en prenant un arrêté pour régler cette organisation, a fait une chose qu'il ne devait pas faire; il demande que cet arrêté soit renvoyé au comité de la marine.

M. Cazy ministre de la marine, défend l'arrêté relatif au conseil d'amirauté: il dit qu'un décret du Gouvernement provisoire avait statué qu'il serait procédé à une nouvelle organisation; il n'a fait qu'exécuter cet arrêté. Il y aurait, selon le ministre, de graves inconvénients à contraindre l'administration à soumettre toutes les mesures réglementaires qu'elle veut faire, aux divers comités nommés par l'Assemblée. Ce serait transporter l'administration dans l'Assemblée elle-même.

M. Lacrosse, membre du comité de la marine, dit que le comité n'a nullement été appelé à examiner la question du conseil d'amirauté. C'est aujourd'hui seulement que les pièces relatives à cette affaire ont été apportées au comité. Le comité au surplus a compris sa mission; il a cru devoir demander des renseignements au ministère de la marine, sur les faits graves, et notamment sur l'incendie du Mourillon. Mais ces renseignements ne lui ont pas encore été donnés. Mais le comité de la marine ne recule devant aucune investigation.

Quant à la question du conseil d'amirauté, elle se traduit par un chiffre; car ce conseil, composé d'abord de 5 membres, ensuite de 7, est aujourd'hui composé de 12 membres; on ne peut augmenter ainsi le conseil d'amirauté sans demander en même temps les fonds nécessaires pour pouvoir à leur traitement. Ce qui manque à la marine, ce sont les institutions, et ce n'est pas par des arrêtés ministériels qu'elle en obtiendra.

M. Crémieux dit qu'il y a deux questions: l'une, relative aux communications des ministres avec les comités; celle-là ne peut faire de difficulté. Quant à l'autre, celle relative à l'arrêté pris par le ministre, c'est toujours la question de savoir si l'on veut faire réviser les décrets du Gouvernement provisoire, car c'est en vertu d'un décret que le ministre a agi. Il demande l'ordre du jour.

Après quelques nouvelles observations de M. Dahirel, l'ordre du jour est mis aux voix et prononcé après une épreuve douteuse.

M. LE PRÉSIDENT. J'ai une communication très-importante à faire à l'Assemblée. (Mouvement prolongé d'attention, bientôt suivi d'un profond silence. Tous les membres s'empressent de reprendre leurs places.)

Le procureur général près la cour d'appel de Paris, et le procureur de la République près le tribunal de première instance demandent à l'Assemblée nationale l'autorisation d'exercer des poursuites contre M. Louis Blanc (mouvement prolongé) à l'occasion des événements du 15 mai. Voici les termes de leur demande:

« Le procureur général près la cour d'appel de Paris, et le procureur de la République près le tribunal de première instance;

« Considérant que de l'instruction commencée contre les auteurs ou complices de l'attentat du 15 mai, et des déclarations du représentant Louis Blanc, entendu comme témoin, il paraît résulter que le citoyen Louis Blanc a pris part à l'envahissement et à l'oppression de l'Assemblée;

« Considérant que le citoyen Louis Blanc a lui-même déclaré qu'il s'était adressé deux fois au peuple qui avait envahi le palais de l'Assemblée, la première fois à la fenêtre du péristyle, où il était accompagné des représentants Barbès et Albert, et la seconde fois dans la salle des conférences, et qu'à la suite il a été porté en triomphe jusque dans l'enceinte de la salle;

« Considérant que, dans l'enceinte même de l'Assemblée, il a tenu au peuple les paroles suivantes: « Je vous félicite, mes amis, d'avoir reconquis le droit de venir vous-mêmes présenter votre pétition à l'Assemblée, j'espère qu'on ne vous le contestera plus. »

« Considérant que sans qu'il soit besoin d'apprécier les autres actes de la conduite du citoyen Blanc, il résulte de l'ensemble de la procédure des présomptions graves, qu'il a volontairement participé à l'envahissement et à l'oppression de l'Assemblée.

« Que cet envahissement et cette oppression sont de nature à constituer le crime d'attentat tendant à détruire ou à changer la forme de gouvernement.

Requiert qu'il plaise à l'Assemblée nationale autoriser les poursuites contre le citoyen Louis Blanc, et l'application, s'il y a lieu, des peines portées par la loi.

Fait au Palais de justice à Paris, le 31 mai 1848.

Signé: Portalis et Landrin.

(Mouvement prolongé.)

M. PASCAL (d'Aix). Je viens témoigner d'un fait à la décharge de M. Louis Blanc. Lorsque M. Louis Blanc a parlé à la foule du péristyle, c'est sur la demande même du président qu'il y est allé. (Mouvement.)

UN MEMBRE. La question est très-grave: on nous demande d'autoriser des poursuites contre un de nos collègues. Vous avez entendu un réquisitoire complet. Je crois que nous ne pouvons pas délibérer immédiatement et répondre par un vote improvisé. Je demande que la demande d'autorisation de poursuite soit renvoyée à une commission nommée par les bureaux. (Voix confuses, oui! oui! Non! non!)

M. LOUIS BLANC. (Mouvement d'attention.) Je prends la parole pour répondre comme représentant, comme homme, je me tairai.

Ce que l'on vous demande aujourd'hui est un commencement de proscription. (Agitation.) Voilà le premier pas dans cette voie où vous allez vous décider. (Nouvelle agitation.) Voilà le régime de terreur que l'on veut mettre à la place de la République de clémence, de modération que nous avons eu la gloire d'inaugurer. Voilà la récompense de l'un de ceux qui ont proclamé l'avènement de la République par l'abolition de la peine de mort, et sans qu'il y ait eu une seule atteinte à la liberté individuelle. Nous voici entraînés dans une voie d'épuration, dans une voie où la haine vous écrasera les uns après les autres. (Dénégations prolongées.)

Eh quoi! ce serait moi, qui toute ma vie ai soutenu le principe de la souveraineté populaire, qui ai dans tous mes écrits proclamé sainte et sacrée cette souveraineté, ce serait moi qui aurais manqué à ma propre pensée, qui aurais trahi les convictions de toute ma vie, j'aurais poussé



le peuple à violer l'Assemblée... Non, non, non, mille fois non. Que celui qui le soutient se lève, et je lui crierai : Vous en avez menti ! (Profonde sensation.)

J'ai su comme tout le monde ce qui se préparait, comme tout le monde s'en est gémé ; plus que personne je sais combien de pareilles démonstrations sont futiles : j'en avais eu la preuve le 10 avril ; cette fois encore, je ne me suis pas trompé, le 15 mai a porté un coup fatal à la République. (Bruits prolongés.)

Qu'ai-je dit ?... Ah ! si j'ai employé quelques expressions vives, le coup n'est pas mortel, car je crois à l'impuissance de la force brutale contre la souveraineté exercée dans cette enceinte ; je crois aussi à l'impuissance de nos ennemis contre la République ; les républicains peuvent être battus après avoir été colonisés, mais la République ne périra pas ; la République est immortelle. (Tumulte et bruits confus.)

Ce n'est pas pour éviter la prison, que je ne crains pas ; ce n'est pas pour éviter la mort, que je ne crains pas davantage (exclamations diverses), que je viens me défendre : ce que je crains, c'est que la peine de mort ne soit rétablie. (Violentes interruptions.)

De toutes parts. Par qui ? par qui ? dites-le. (Le tumulte redouble. Plusieurs membres adressent de vives interpellations à l'orateur.)

M. LE PRÉSIDENT. Ces interruptions sont contraires à la dignité de l'Assemblée. Si elles continuent, je rappellerai nominativement les interrupteurs à l'ordre.

M. LOUIS BLANC. Vous me demandez par qui la peine de mort sera rétablie... ce ne sera pas par l'Assemblée, Dieu me garde de proférer de telles paroles, parce que, si on la rétablissait elle se suiciderait elle-même... Ce qui la rétablirait c'est la force même des choses, c'est cette fatalité qui nous entraîne et qui vient de parler ici par la voix du réquisitoire. (Tumulte prolongé.)

Je défie, je le répète, qu'on prouve que dans cette terrible séance du 15 mai, j'ai prononcé une parole, une seule parole qui annonce de ma part des résolutions hostiles contre l'Assemblée.

Plus d'une heure je suis resté immobile à mon banc. Aux instances qui m'étaient faites pour que je vinsse parler à cette foule amentée j'ai répondu : Je ne me séparerai pas de mes collègues ! si j'ai cédé, si j'ai fait entendre quelques paroles au peuple, je ne l'ai fait qu'avec l'autorisation de votre président, et ces paroles ont été toutes de conciliation et de paix. Je défie qui que ce soit à moins que ce ne soit le plus lâche des imposteurs de venir dire le contraire. Lorsqu'on est venu m'arracher à mon banc, savez-vous ce que j'écrivais ?

On pourrait retrouver les mots que je traçais à l'adresse du peuple : « Au nom de votre propre souveraineté, je vous conjure de vous retirer. Et c'est moi qu'on accuse ! Eh bien, tant mieux ! cette accusation inouïe me fournira l'occasion de rompre le silence, de parler, de déchirer les voiles qui recouvraient cette conspiration du mensonge et de la calomnie, je dirai ce qui est au fond de mon cœur, on y verra tout mon respect pour l'Assemblée, comme pour tout ce qui émane de la souveraineté du peuple... Les explications de ce que j'ai fait je les donnerai ; ce n'est point des justifications. Je m'explique, je ne me justifie pas. (Agitation prolongée. — On applaudit à gauche.)

Au milieu d'un tumulte dont on se ferait difficilement une juste idée, plusieurs représentants se portent à la tribune et rendent compte de ce qu'ils ont vu et entendu dans cette déplorable séance du 15 mai.

M. PASCAL D'AIX. Je siégeais à côté du citoyen Louis Blanc. Je l'ai entendu répondre à ceux qui lui demandaient de venir parler au peuple : « Ma place est au milieu de mes collègues, et j'y reste. »

UN MEMBRE. On a parlé de l'ère des proscriptions qui commence. Il ne s'agit pas de proscription, mais d'un acte de la justice, de la justice que rien ne peut entraver. (Tumulte prolongé.)

M. ETIENNE ARAGO. J'ai entendu Louis Blanc demander au président l'autorisation de parler au peuple : votre président lui répondit : comme citoyen c'est votre devoir de faire tous vos efforts pour éloigner la foule.

M. BUCHEZ. Ceci est entièrement conforme à la vérité.

UN MEMBRE Au milieu du trouble et alors qu'il y avait ici bien des places vides... (Explosion de murmures) cris nombreux : A l'ordre. )

UNE VOIX. Il n'y avait de vide que les places des conspirateurs.

L'orateur qui est resté à la tribune cherche à expliquer ces paroles. Les cris à l'ordre conviennent sa voix. Il s'adresse au président. La chambre refuse de l'entendre ; enfin il profite d'un moment de silence et dit :

J'étais à côté de Louis Blanc. Il conjurait les perturbateurs de s'éloigner et leur criait : Retirez-vous, au nom de votre propre souveraineté.

Deux autres membres donnent, au milieu d'un tumulte qui va toujours croissant, quelques explications qui n'apprennent rien de nouveau à l'Assemblée.

M. DE LARCY. Je proteste contre les paroles qui pourraient faire croire que nous avons abandonné notre poste. Nous y étions tous.

Cri général. Oui, oui, tous !

M. LE PRÉSIDENT. L'orateur auquel on fait allusion a expliqué sa pensée. Il a dit qu'il n'avait parlé que du moment où le président avait été expulsé de son siège par les envahisseurs. S'il s'élevait ici quelqu'un pour protester contre l'attitude de l'Assemblée en face de l'émeute, je le rappellerais à l'ordre, et cette peine serait trop douce contre un démenti aussi flagrant contre la vérité. (Très-bien ! très-bien !)

M. CRÉMIEUX, ministre de la justice. Ce n'est pas au milieu du tumulte et des passions que l'Assemblée peut prendre une décision. Je demande donc qu'elle se retire immédiatement dans ses bureaux pour nommer une commission qui procède dans le calme et vous présente un rapport. (Appuyé.)

La clôture est mise aux voix et adoptée.

M. le président se dispose à mettre aux voix le renvoi dans les bureaux ; on demande une seconde lecture du réquisitoire. Cette lecture est interrompue à diverses reprises par des interpellations diverses qui partent de différents côtés de la salle.

M. LOUIS BLANC. Je n'ai que deux mots à dire ; le réquisitoire prétend que de mon propre aveu j'ai parlé deux fois au peuple ; il aurait dû au moins ajouter que je n'avais parlé que sur l'invitation même du président.

Quant aux paroles que l'on m'attribue, j'affirme qu'elles sont de toute fausseté... (Violente interruption.)

UN MEMBRE à gauche, avec force. Je les ai parfaitement entendues.

Autre voix. Nous aussi, nous aussi.

M. LOUIS BLANC. J'affirme ne pas les avoir prononcées. (Si ! si !)

En ce moment, le tumulte est à son comble. M. Louis Blanc quitte la tribune dans une violente agitation. Des interpellations animées lui sont adressées par divers membres qui se pressent autour de lui.

Quelques voix. Il faut le laisser s'expliquer. (Oui ! oui !)

M. Louis Blanc reparait à la tribune. Il est très-vrai, dit-il, que j'ai parlé du droit de pétition ; mais, dans ma pensée, la pétition devait être lue par un représentant du peuple ; c'est pour cela que j'avais demandé à la lire. Cette demande a été accueillie par de violents murmures, c'est alors que je me suis écrié : Si vous voulez qu'on respecte votre droit de pétition, respectez donc votre propre souveraineté. Quant aux autres paroles que l'on m'attribue, je ne les ai pas prononcées ; j'en appelle au Moniteur. (Longue agitation.)

L'Assemblée se retire dans ses bureaux ; la séance est suspendue.

A cinq heures, la séance est reprise.

M. le président annonce que la commission qui vient d'être nommée se réunira demain à dix heures pour être en mesure de présenter son rapport à l'Assemblée dans la séance de vendredi. Il n'y aura pas de séance demain.

L'ordre du jour appelle un rapport de pétitions qui offrent peu d'intérêt, et sont pour la plupart écartées par l'ordre du jour.

M. Marchal donne lecture d'une proposition relative à l'impôt sur les créances hypothécaires.

Cette proposition sera développée lundi.

M. Férouillat développe la proposition relative à la formation des conseils de prud'hommes pour la ville de Lyon, où les conseils seraient composés des fabricants, des chefs d'ateliers et des ouvriers.

M. Flocon, ministre du commerce, demande que la proposition soit renvoyée à l'administration, parce que la mesure qu'elle propose peut être facilement réglée par un règlement administratif.

Un membre combat la proposition qui est de nouveau défendue par son auteur, qui toutefois ne s'oppose pas au renvoi demandé par le ministre.

La chambre n'est plus en nombre ; la séance est levée à six heures et demie.

Vendredi à une heure, séance publique.

## Tribunaux.

Les faux agents de police. — Dangers d'une promenade aux Champs-Élysées.

Depuis deux jours, le tribunal de police correctionnelle (7<sup>e</sup> chambre), présidé par M. Jourdain, s'occupe d'une affaire dont les détails révèlent chez les coupables une perversité déplorable, et, il faut le dire aussi, chez la plupart des victimes, des habitudes non moins coupables.

Les prévenus sont au nombre de dix-huit. Ce sont : Pierre-Blaise Desmonts, 55 ans, chaudronnier ; Louis Saurin, 44 ans, marchand de tableaux ; Claude-Jean-Baptiste Pagot, marchand de plumeaux ; Adolphe Coulement, 41 ans, rentier ; Louis Mayer défaillant ; Constant-Alexandre Wagon, 49 ans ; Alexis-Honoré Moithon, 57 ans, dentiste ; Jean Parra, 51 ans (condamné, en 1857, à dix ans de prison) ; Charles Karikoff, défaillant ; Jean-Louis Lambert, 49 ans, coiffeur ; Eugène Portier, 28 ans ; Charles-Adolphe Havard, 55 ans, bijoutier ; Jean-Edmond Forier, 54 ans, marchand ; Hippolyte-Jean-Baptiste Bougaud, 54 ans, brocanteur ; femme Eugénie Leroy ; Constance-Perinette Lambert ; Victor (son nom de famille), défaillant.

Le théâtre des exploits de cette bande était surtout aux Champs-Élysées. Avisaient-ils quelques-uns de ces êtres vicieux qui venaient dans ces lieux isolés le soir, ils les faisaient relancer tantôt par un des leurs, tantôt par une femme ; puis tout à coup de prétendus agents de police arrivaient, s'emparaient des uns et des autres, et menaçaient de la préfecture ; la terreur, l'effroi s'emparaient des victimes ; alors on pactisait, et des sommes plus ou moins considérables étaient comptées pour racheter sa liberté et le silence ; ce n'était pas seulement aux hommes pervers que s'adressaient ces prétendus agents. D'innocentes victimes, effrayées d'un éclat, préféraient faire des sacrifices, et les sommes qu'ils escroquaient ainsi étaient souvent considérables. Ils savaient proportionner leurs exigences à la position de leur victime. C'est ainsi qu'ils parvinrent à se faire donner une seule fois jusqu'à 6,000 fr. d'un vieillard plus que septuagénaire.

De nombreux témoins ont été entendus (on comprend que nous abstenions de donner les détails honteux de cette affaire) ; et, sur les conclusions de M. David, substitut de M. le procureur de la République, et la défense présentée par MM<sup>es</sup> Desmaret, Laclaud, Canvin, Blot-Lequesne, Duponchel et André, le tribunal a renvoyé de la prévention Saurin, Pagot, Coulement, Lambert, Portier et Havard ; et condamné Desmonts à cinq ans de prison, 5,000 fr. d'amende et cinq ans de surveillance ; Parra, cinq ans de prison, 50 fr. d'amende ; Wagon, cinq ans de prison et 5,000 fr. d'amende ; Mouton, trois ans de prison ; Karikoff, un an de prison et 50 fr. d'amende ; la femme Lambert et la femme Leroy, un an de prison et 50 fr. d'amende.

## NOUVELLES DIVERSES.

Voici quelques renseignements exacts sur ce qui s'est passé hier, à sept heures du soir, devant le passage de l'Opéra et en face de la rue du Helder. Un des bataillons de la 2<sup>e</sup> légion, qui stationnait depuis deux heures de l'après-midi sur le boulevard, ayant reçu l'ordre de retourner à la mairie, le tambour se mit en devoir de rappeler les gardes nationaux qui étaient dispersés et dont les fusils étaient disposés en faisceaux sur les boulevards. A ce moment, cinq ou six individus se précipitèrent sur le tambour

et lui crurent sa caisse. Ces hommes furent aussitôt arrêtés par les promeneurs et conduits au poste, où il a été constaté qu'ils appartenaient aux clubs dont la fermeture a été décrétée depuis peu.

La troupe de ligne, qui se trouvait à peu de distance, ne sachant pas au juste ce qui se passait, se mit sous les armes et arriva au pas de charge avec son tambour au milieu des rangs. On ne tarda pas cependant à s'expliquer, et la ligne retourna à son poste aux cris de vive la ligne ! vive la garde nationale !

A la même heure, un ouvrier tapissier s'est précipité sur un sergent-major de la 2<sup>e</sup> légion et lui a arraché ses épaulettes. Il a été arrêté, et on l'a reconnu pour un caporal appartenant à la même compagnie que le sergent-major.

On lit dans un journal :

— Béranger vient de se marier. Avec qui ? Est-ce avec l'infidèle Lisette rajeunie ? Point du tout : c'est avec sa servante. Mais, entendons-nous, cette servante était déjà maîtresse, maîtresse de sa confiance, de son cœur et de sa fortune.

Mademoiselle Judith, en un mot, qui, depuis longues années avait le rare privilège de respirer sous le même toit que Béranger qui aimait, qui inspirait, qui corrigeait ses chansons, mademoiselle Judith a enfin réclamé la main du poète, cette main tant de fois promise au milieu d'anacréontiques amours.

— Aujourd'hui à cinq heures du soir, un homme, tenant à la main une petite fille, s'est précipité dans la Seine, en sautant tout à coup par dessus le parapet du Pont-Neuf.

Plusieurs bateliers sont accourus pour tâcher de le sauver ; mais il était trop tard ; c'est à peine s'il a reparu à la surface de l'eau. Leurs recherches ont été infructueuses.

La jeune fille a été conduite dans une boutique ; et une quête a été faite pour elle par quelques ouvriers qui se sont empressés de lui témoigner le plus vif intérêt.

— Ce matin, à dix heures, une nombreuse députation de femmes, de tout âge et de toute condition, s'est présentée, bannière déployée, chez M. Crémieux, ministre de la justice, pour le féliciter sur la présentation du projet de loi sur le divorce. Douze dames déléguées ont été introduites dans son cabinet. Celle qui présidait la députation a pris la parole.

M. le ministre de la justice aurait répondu qu'il avait pris l'initiative de ce projet de loi parce qu'il le croyait utile et nécessaire pour le bonheur de la société.

La députation s'est retirée dans le plus grand ordre, en criant : Vive M. Crémieux ! vive le protecteur du divorce !

Sur la place Vendôme, quelques plaisants ont manqué se faire un mauvais parti en persifflant les dames de la députation.

— Malgré de judicieuses observations, les solliciteurs continuent à persécuter les représentants de leur petite correspondance.

L'abondance des matières nous empêche de donner aujourd'hui le rapport de la Commission du pouvoir exécutif à l'Assemblée nationale sur les mesures qui avaient été prescrites pour prévenir les événements du 15 mai. — Nous publierons ce rapport dans notre prochain numéro.

LA LOI DU PEUPLE, par les citoyens Deschappelles et O'Reilly. Prix : 25 cent.

Henri GIRALDON, éditeur, rue de Seine 16.

## Bourse de Paris du 51 Mai.

### FONDS FRANÇAIS.

5 0/0.....	48	»	5 0/0.....	68	50
4 ..... 39	»	Banque de France.....	1205	»	»
4 1/2.....	39	»	Oblig. de la ville de Paris.....	»	»

### CHEMINS DE FER.

Saint-Germain.....	»	»	Famoux à Hazebrouck.....	»	»
Obligations anc.....	»	»	Avignon à Marseille.....	220	»
— nouv.....	»	»	Strasbourg à Bâle.....	87	50
Versailles (rive droite).....	115	»	Obligations.....	»	»
Obligations anc.....	»	»	Mulhouse à Thion.....	»	»
— nouv.....	»	»	Bordeaux à la Teste.....	»	»
Versailles (rive gauche).....	109	»	Montpellier à Cette.....	»	»
Paris à Orléans.....	560	»	Cette à Bordeaux.....	»	»
Obligations.....	»	»	Paris à Sceaux.....	»	»
Orléans à Bordeaux.....	598	75	Montereau à Troyes.....	»	»
à Vierzon.....	257	50	Amiens à Boulogne.....	»	»
Paris à Rouen.....	400	»	Dieppe à Fécamp.....	»	»
Obligations.....	»	»	Paris à Lyon.....	310	»
Rouen au Havre.....	205	»	Tours à Nantes.....	358	75
Obligations.....	»	»	Paris à Strasbourg.....	555	»
Nord.....	535	»	Andrézieux à Roanne.....	»	»

### CANAUX.

Quatre Canaux.....	770	»	Canal de Bourgogne.....	»	»
Jouissance.....	»	»	Jouissance.....	»	»
Trois Canaux.....	»	»	Canal de la Sambre.....	»	»

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1.